Les « *femmes de Sissi* » ? Mutations des discours du genre et limites du féminisme d'État

El-Sissi's Women? Shifting gender discourses and the limits of state feminism

Hind Ahmed Zaki

Traducteur : Perrine Lachenal

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/3510>

DOI : 10.4000/ema.3510

ISSN : 2090-7273

Cet article est une traduction de :

El-Sissi's Women? Shifting gender discourses and the limits of state feminism - URL : <https://journals.openedition.org/ema/3503> [en]

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 10 novembre 2015

ISBN : 9782905838865

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Hind Ahmed Zaki, « Les « *femmes de Sissi* » ? Mutations des discours du genre et limites du féminisme d'État », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 13 | 2015, mis en ligne le 10 novembre 2015, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/3510> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.3510>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

Les « *femmes de Sissi* » ? Mutations des discours du genre et limites du féminisme d'État

El-Sissi's Women? Shifting gender discourses and the limits of state feminism

Hind Ahmed Zaki

Traduction : Perrine Lachenal

- 1 Égypte, mai 2014 : en cette veille d'élection présidentielle, à l'entrée des bureaux de vote, des files de personnes attendent, patiemment et sous le soleil, que leur tour arrive. Beaucoup de femmes sont présentes parmi elles, ainsi qu'aiment à le mentionner les médias¹. Dès le premier jour du scrutin, des vidéos circulent d'ailleurs sur les réseaux sociaux, montrant des Égyptiennes issues de toutes les classes sociales, faisant la fête et dansant devant les bureaux de vote². Le soutien visible des femmes pour le candidat de l'armée, Abd El-Fattah El-Sissi, est alors largement commenté dans la presse, voire même légèrement tourné en dérision par certains observateurs locaux et internationaux. Ces images de jubilation féminine circulent en Égypte au moment où l'idée commence à se répandre que les femmes égyptiennes ont joué un rôle déterminant dans la chute des Frères musulmans. Elles viennent ainsi alimenter les interprétations en termes de genre, déjà relayées médiatiquement aussi, de la journée du 30 juin – celle de la « révolution » pour certains, celle du « coup d'État » pour d'autres.
- 2 Moins d'une quinzaine de jours plus tard, une autre vidéo circule sur internet, tournée lors des rassemblements célébrant l'élection du nouveau président égyptien. Il ne s'agit pas cette fois de scènes de liesse mais bien de violence. Les images, apparemment filmées à l'aide d'un téléphone portable, montrent un groupe d'hommes entourant une jeune femme dont les habits déchirés couvrent mal le corps dénudé et marqué par des contusions visibles. Cette vidéo circule en quelques jours de manière virale³. Et alors que, depuis 2012, les organisations de défense des droits des femmes ne cessent de donner l'alerte – en vain – sur de telles agressions de femmes dans l'espace public égyptien, c'est à ce moment-là, en 2014, que des mesures sont prises pour la première

fois au niveau gouvernemental. Sept personnes sont arrêtées⁴ et le Président en personne apparaît, en train de rendre visite à une des victimes de ces attaques, un bouquet de fleurs à la main, pour lui présenter des excuses⁵.

- 3 Ces deux types de représentations des femmes égyptiennes dans des moments de liesse nationale – à la fois mises en valeur et sexuellement violentées – soulèvent plusieurs interrogations. Quelles sont les limites du féminisme d'État, lorsque les débats sur la présence et le rôle des femmes dans l'espace public sont traversés par d'autres débats politiques plus larges sur l'identité et l'avenir de l'Égypte ? Les réponses à ces questions ne sont pas simples. Comprendre les limites du féminisme d'État en Égypte exige en effet de mener une enquête historique et politique, ainsi qu'une étude de la nature ambivalente du processus de modernisation du pays durant la période postcoloniale. Les enjeux de genre qui travaillent le mouvement nationaliste égyptien méritent une attention particulière : depuis la fin du dix-neuvième siècle, ce dernier s'articule en effet à des figures féminines représentant l'Égypte, et particulièrement au registre maternel, pour évoquer la nation⁶.
- 4 Cet article souhaite présenter la manière dont les imaginaires nationalistes genrés, et leurs traductions politiques, se sont manifestés en Égypte dans la période qui a succédé aux « printemps arabes ». Il s'agit de montrer que le discours nationaliste qui s'est développé dans l'Égypte de l'après-30 juin 2013, demeure singulier à plusieurs égards, relevant d'une forme inédite de féminisme d'État. Cette dernière, alors même qu'elle comporte nombre d'éléments communs avec les précédents discours portant sur les femmes en Égypte, semble s'ancrer davantage dans le concret de la politique. Il est par ailleurs structuré par les diverses composantes des mouvements de femmes égyptiennes, dont certaines sont radicalement opposées aux notions historiquement constituées de ce qu'est la place des femmes au sein de la nation. Ce type de féminisme étatique, tel qu'il émerge en Égypte depuis 2011, se révèle éminemment problématique, et l'est devenu plus encore à la suite du coup d'État du 30 juin.
- 5 Depuis janvier 2011, des réactions et des interprétations divergentes émergent, relativement à la présence des Égyptiennes dans l'espace public. On assiste d'un côté à la politisation des corps des femmes et à leur instrumentalisation en tant que symboles politiques, observables sur les scènes révolutionnaires et contre-révolutionnaires. De l'autre, on assiste à la célébration de la participation des femmes, suggérant qu'un type nouveau de capacité d'agir – *agency* – au féminin est en train d'émerger, s'accompagnant d'un ensemble de discours alternatifs portant sur le genre en Égypte. La manière novatrice de prendre en compte la problématique des violences sexuelles pourra être appréhendée au regard de ces nouveaux discours : elle n'est pas uniquement liée à l'élévation du nombre et de la gravité des agressions contre les femmes, mais également à la prise de conscience par les Égyptiennes de l'ampleur du phénomène et à leur volonté d'agir pour résoudre le problème. Depuis 2011, les arguments avancés au sein du débat sur les femmes dans l'espace public se distinguent des précédents, à la fois de manière pratique et discursive, et mobilisent des catégories discursives nouvelles.
- 6 Cet article cherche à distinguer les anciennes représentations du genre de celles qui ont émergé récemment. Il repose sur une analyse fine des discours médiatiques relatifs au supposé soutien unanime des Égyptiennes pour les militaires, présentés comme le seul recours face à la menace de dégradation de leurs droits incarnée par les Frères musulmans. Je souhaite déconstruire le mythe des « *femmes de Sissi* » en montrant que

l'usage stratégique des images de ces dernières, dansant devant les bureaux de vote ou affichant publiquement leur soutien durant l'élection présidentielle, participe à l'émergence d'une nouvelle forme de féminisme d'État. Celle-ci repose sur une instrumentalisation politiques des femmes – et des problématiques qui leur sont liées – sans pour autant qu'elles n'y gagnent quoi que ce soit en retour. Il faut souligner par ailleurs que le soutien des femmes à Sissi est loin d'être univoque et traduit une diversité de revendications et de représentations des « droits des femmes ». Diverses revendications stratégiques auprès de l'État s'articulent sur ce thème, au moment où la lutte autour du sens culturel donné aux droits des femmes acquiert une signification politique plus large, dans le contexte de la polarisation politique sans précédent qui caractérise une transition politique dans l'impasse en Égypte.

- 7 Ce texte s'organise en trois parties. Tout d'abord, je présenterai les fondements historiques du féminisme d'État en Égypte, et comment les récents événements leur ont fait écho. Dans une seconde partie, je soulignerai que les projets nationalistes et islamiques ont en commun d'utiliser les femmes – discursivement et pratiquement – comme des instruments politiques ; ceci a contribué à cantonner progressivement le débat sur les femmes égyptiennes à des questions d'authenticité. La discussion du statut des femmes en Égypte semble aujourd'hui dans l'impasse, immobilisées dans une rhétorique identitaire qui tient à distance la dimension éminemment politique de la question et obère tout débat constructif. Je discuterai de ce point en analysant les représentations médiatiques de deux phénomènes distincts : d'un côté, le cas des femmes qui ont affiché publiquement leur soutien à Sissi et à sa candidature, et de l'autre, l'acception populaire selon laquelle les femmes égyptiennes supportaient massivement son arrivée au pouvoir. Je terminerai en identifiant certains des enjeux stratégiques qui se dissimulent derrière le phénomène des *femmes de Sissi*.

Le féminisme d'État en Égypte depuis ses fondements

- 8 Dans son livre *Revolutionary Womanhood : Feminisms, Modernity and the State in Nasser's Egypt*, l'historienne Laura Bier explique que les ordres sexuels et politiques instaurés par les élites dirigeantes à la suite de l'indépendance nominale de l'Égypte vis-à-vis de la Grande-Bretagne en 1923, subissent ensuite des changements majeurs à la suite du coup d'État de 1952⁷. Le régime qui est alors établi en Égypte puise dans l'ensemble des réformes sociales entamées dans les années 1920 et 1930, mais introduit aussi des changements importants sur plusieurs fronts. Au lieu de se reposer sur les initiatives de bienfaisance organisées par la haute société égyptienne, les réformes sociales entrent par exemple dans une phase de planification et de rationalisation, sous le contrôle d'un gouvernement central fort, ceci menant à un monopole étatique – à la fois discursif et institutionnel – sur certaines questions sociales, et notamment celles relatives aux femmes⁸. La construction des bases idéologiques de ce qui allait devenir l'État nassérien s'articule alors progressivement à une délimitation claire des domaines public et privé. Surtout, le nouveau féminisme d'État qui émerge s'emploie à faire taire les débats alors foisonnants sur la question féminine, qui avaient vu le jour dans la période de l'entre-deux guerres. Ces débats illustraient bien l'existence et la concurrence de différents points de vue sur les idéaux nationaux relatifs au genre.⁹
- 9 Entre les années 1920 et 1950, les discussions se concentraient sur la façon dont l'amélioration de l'accès au travail et à l'éducation pour les femmes allait influencer

leurs rôles traditionnels de mère et de femme au foyer. Il était aussi question de la manière dont ces changements allaient affecter l'institution du mariage et les relations intimes entre hommes et femmes en son sein. C'est un tout autre discours qui émerge dans les années 1960. Ce dernier se focalise sur les femmes en tant que travailleuses et citoyennes, actrices d'un espace public en reconfiguration. Des questions telles que le mariage, le divorce ou la garde des enfants sont alors traitées de manière fragmentaire, par des réglementations ou des réformes ponctuelles, rendant invisible tout débat sur le statut des femmes dans la sphère privée¹⁰. Pas une seule tentative de réforme des lois régissant le statut personnel n'est menée dans les années 1950 ou 1960. En réalité, rien n'est tenté jusqu'en 1979, lorsque la loi 44/1979, plus communément appelée « la loi de Jihân », est jugée inconstitutionnelle par la Cour Suprême Constitutionnelle égyptienne¹¹. Sous Nasser, Sadate, et jusqu'à Moubarak, les dirigeants politiques de l'Égypte ont tout simplement répugné à affronter la question de l'inégalité entre les sexes, codifiée dans les lois remontant aux années 1920 et régissant le statut personnel¹². Ces tendances contradictoires ont donné naissance à une situation ambivalente, toujours visible aujourd'hui en Égypte : alors même que le discours officiel encourage, au moins théoriquement, la mise en œuvre d'avantage de droits publics – éducation, travail et participation politique – pour les femmes, ces dernières sont confrontées à de graves formes d'inégalité dans le domaine privé de la maison et de la famille. Cet héritage direct de l'ère nassérienne, globalement reconduit sous les présidences de Sadate et Moubarak, a ainsi eu des manifestations à long terme : en Égypte, la sphère privée reste un bastion incontesté du patriarcat. Si les discours officiels ont insisté sur l'importance du rôle des femmes dans le monde professionnel, ils ont néanmoins toujours cherché à souligner que leur place était d'abord, et avant tout, à la maison. Ce principe est d'ailleurs consacré dans la Constitution égyptienne de 1971, notamment à travers l'article 11 :

« L'État doit garantir l'harmonisation des devoirs de la femme envers la famille et le travail dans la société, assurer son statut égal avec l'homme dans les domaines de la vie politique, sociale, culturelle et économique, sans atteinte aux règles de la jurisprudence islamique ».

- 10 Cet article 11 mérite une attention particulière parce qu'il résume parfaitement les contradictions inhérentes au projet porté par le féminisme d'État en Égypte. Cet accent mis sur les devoirs familiaux des femmes, et sur la responsabilité de l'État d'aider les femmes à les concilier avec leurs rôles publics, montre que les représentations étatiques du féminisme sont profondément influencées par la croyance en la sacralité de la famille et des rôles familiaux traditionnels des femmes, en accord avec certaines interprétations de la *charī'a* islamique. De manière significative, cet extrait est repris à l'article 10 de la Constitution - de courte durée - de 2012, et à l'article 11 de la constitution de 2014. Dans ce dernier texte, une différence de taille apparaît dans la reconnaissance de la responsabilité de l'État de mettre fin à toutes les formes de violence contre les femmes. Cependant rien n'est précisé quant aux mesures à prendre pour y parvenir, ni le lien entre cet objectif et celui de concilier les devoirs des femmes dans les sphères publiques et privées.
- 11 Cette esquisse historique du féminisme d'État en Égypte met ainsi en évidence trois aspects fondamentaux. Tout d'abord, les réponses apportées par le féminisme étatique à la question de l'intégration des femmes dans la vie publique ont conduit à des représentations de la maison (le privé), et du lieu de travail et de la rue (le public), comme des espaces genrés. Deuxièmement, ces nouvelles représentations étaient

présentées comme contradictoires, telles qu'elles étaient exprimées dans les discours gouvernementaux, qui cherchaient à équilibrer les relations de genre sans se confronter aux causes profondes de l'inégalité entre les sexes, au cœur du privé. Comme conséquence des deux points précédents, cette contradiction a conduit à l'émergence d'un discours social, relayé par l'État, sur la façon dont les femmes devaient se comporter lorsqu'elles traversaient les frontières séparant le privé du public. Celui-ci incluait des prescriptions sur les manières dont elles devaient se comporter, traiter avec les hommes et se vêtir¹³. L'idée selon laquelle l'espace public est un espace sexué, et qu'il est de sexe masculin, est ainsi devenue la logique sociale dominante en Égypte, attestée par l'État. Cela a rendu le féminisme d'État ambivalent et peu lisible : il a encouragé les femmes à entrer dans l'espace public sans pour autant permettre que leur présence ne puisse conduire à des améliorations substantielles de leur statut.

Nationalistes ou islamiques ? Femmes et conflits d'identité

- 12 Un point des points majeurs de discordance entre ceux qui ont soutenu le coup d'État du 3 juillet 2013, et ceux qui s'y sont opposés, est lié au statut des femmes et aux manières dont le président Mohammad Morsi, pendant son court mandat, avait cherché à faire reculer les droits gagnés par les Égyptiennes au cours des décennies précédentes. Les partisans de son renversement en juillet 2013 maintiennent souvent que les femmes – avec la minorité copte – constituaient un des groupes qui aurait eu le plus à perdre si les islamistes étaient restés au pouvoir. Les actions entreprises par le gouvernement des Frères musulmans semblaient d'ailleurs prêter crédit à cet argument. Par exemple, la Constitution de 2012 ne mentionnait pas le principe de l'égalité entre les sexes, mais évoquait vaguement en préambule « *l'égalité des chances pour tous les citoyens, hommes et femmes* ». Et bien que cette phrase ait été lue par certains comme une référence implicite à l'égalité de droits entre les sexes, les défenseurs des droits des femmes contestaient ce texte comme étant la pire constitution de l'histoire de l'Égypte, silencieuse sur le principe de l'égalité juridique. Le débat public portant alors sur la Constitution de 2012 – si elle se posait en continuité ou en rupture vis-à-vis des normes constitutionnelles égyptiennes – rappelait étrangement les termes de débats prolongés, lancés dans les années 1920 et 1930, relatifs au statut des femmes. Selon les historiens, les débats sur le féminisme d'État égyptien de cette période se caractérisaient en effet par une prise en compte timide de la question de la présence des femmes dans l'espace public, et par un évitement de l'épineuse responsabilité de l'État dans la promotion de l'égalité entre les sexes dans la sphère privée. En parallèle à ces frilosités officielles, la dimension genrée était paradoxalement surinvestie publiquement par le projet nationaliste. Cet investissement était visible à travers la promotion d'un modèle féminin idéal, articulé à des représentations de la nation égyptienne en tant que femme. Dans son livre *Egypt as a Woman : Nationalism, Gender and Politics*, Beth Baron discute longuement ce processus historique à travers lequel les Égyptiens, influencés par les traditions nationalistes occidentales, se sont mis à représenter l'Égypte comme une femme à la fois dans l'iconographie nationale, dans le langage commun et dans la culture populaire¹⁴. La généalogie de telles représentations, liant femmes et État, sans être exclusive à l'Égypte, semble s'étirer depuis les années 1920 jusqu'aux

« révolutions » du 25 janvier 2011 et du 30 juin 2013. Les références à l'Égypte sous le nom de « *Bahiya* » – prénom féminin qui signifie « *La belle* » – et « *Omm El Donia* » – la mère du monde – indiquent que la fascination pour une Égypte-femme demeure bien effective depuis 2011. Ce singulier modèle révolutionnaire d'un idéal féminin, étroitement lié à des représentations genrées de la nation égyptienne, s'oppose frontalement aux modèles islamistes et conservateurs qui coexistent avec lui. Ces derniers, véhiculant des visions différentes de la nation et des Égyptiennes, continuent à modeler et à contraindre le discours national portant sur le statut des femmes.

- 13 Le premier modèle, promu par les islamistes, se base sur un idéal de la féminité ancré dans les principes de la *charî'a* islamique. Alors que le féminisme d'État repose en Égypte sur la binarité public/privé, valorisant la participation des femmes dans la vie publique d'une part et soulignant leurs fonctions centrales de mères et d'épouses d'autre part, les imaginaires islamiques de l'idéal féminin s'ancrent sur le rejet du principe même d'égalité entre les sexes, vu comme une importation occidentale¹⁵. Ces postures hostiles remontent certes aux premiers écrits des dirigeants et des idéologues des Frères musulmans, mais sont aussi bien présentes au cœur des débats suivant l'élection de Mohammad Morsi en 2012. Le communiqué publié par les Frères musulmans, début 2013, en réponse à une déclaration de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur la violence contre les femmes, l'illustre clairement¹⁶. Les Frères y exprimaient leurs objections, affichant ainsi officiellement leur point de vue relatif aux droits des femmes, et ce, pour la première fois depuis leur arrivée au pouvoir, en juin 2012. Ils rejetaient par exemple l'idée d'un partenariat entre les hommes et les femmes, préconisant plutôt la notion islamique de « tutelle » exercée par les hommes sur les femmes. Leur communiqué mentionnait également que les femmes ne possèdent nullement le droit de déposer plainte contre leurs maris pour viol, et que cet acte n'expose pas le mari à la même peine que pour le viol d'une autre femme. Cette déclaration publique a montré que la position de la confrérie vis-à-vis des femmes était restée plus ou moins la même que dans le passé, même si certains de ses membres avaient maintenu que celle-ci avait changé¹⁷.
- 14 Plus récent et pas encore entièrement articulé, le second modèle a déjà influencé et inspiré les modalités de mobilisation des femmes qui ont eu lieu ces quatre dernières années, à l'issue de la révolution du 25 janvier 2011. Bien que similaires à celles du modèle nationaliste, les représentations de genre qu'il véhicule repoussent plus loin encore les limites de la participation des femmes, impliquant une remise en question du paradigme même sur lequel reposent les discours nationalistes sur le genre. Cette transformation est visible à travers la volonté croissante d'engager le débat sur la question des corps des femmes dans l'espace public égyptien. Et le tabou ancien sur l'augmentation des violences sexuelles dans la sphère publique, cet engagement discursif a déstabilisé le modèle classique de la féminité à l'égyptienne, et sa revendication d'un certain mode d'emploi de l'espace public. Cette nouvelle vague incarnée par ce qu'on pourrait appeler un « féminisme révolutionnaire » lance un défi de taille aux formes plus anciennes de discours sur le genre, historiquement enracinées en Égypte. Bien que ce défi semble moins crucial aujourd'hui, il a laissé sa marque sur les discours dominants relatifs aux femmes dans l'espace public, et ce, de plusieurs façons. Je reviendrai sur ce point dans les conclusions de cet article.

Les *femmes de Sissi* ou la généralisation à l'œuvre

- 15 En Égypte, les deux principaux soulèvements – celui du 25 janvier 2011 et du 30 juin 2013 – mettent clairement en relief les dynamiques précédemment décrites. Suite à l'éviction de Moubarak, le discours officiel tenu par l'État sur le genre est en effet la cible de toutes les attaques. On a reproché au féminisme d'État, confondu dans les représentations publiques avec le culte de la personnalité de Suzanne Moubarak, d'être élitiste et éloigné des réelles préoccupations des femmes égyptiennes. Ce désaveu vis-à-vis de la question des femmes s'est poursuivi sous la courte présidence de Morsi, pendant laquelle dominait un discours antiféministe, s'étendant au-delà du très officiel Conseil national des femmes (National Council for Women) et du féminisme d'État, pour s'attaquer aussi aux formes indépendantes de mobilisation. Le rejet des droits des femmes par les Frères musulmans faisait en effet partie intégrante de leur vision de la société, ainsi que de leur campagne de prise de contrôle des institutions de l'État. Face à cette propagande frériste, un nouveau discours a commencé à circuler publiquement, autour de l'émergence d'une supposée résilience des femmes face aux tentatives répétées des Frères musulmans de réduire leurs droits. Jusqu'au 30 juin 2013, les médias égyptiens n'ont ainsi eu de cesse de dénoncer la menace, incarnée par les Frères musulmans, sur les femmes égyptiennes et de célébrer les efforts de résistance de ces dernières. Ce type de discours a commencé à prendre de l'ampleur lors de l'intensification de la mobilisation contre le gouvernement des Frères musulmans. La représentation normative d'une libération des femmes de l'emprise du gouvernement islamiste – logique discursive prévalente jusque-là dans les seuls milieux intellectuels laïcs – a gagné en popularité et mise en relation avec la représentation hégémonique d'un contrôle de l'État sur la société, qui signifie en pratique le contrôle de l'armée sur la société.
- 16 Il convient alors de poser la question de la réalité du soutien populaire à ce discours : est-il réel, fabriqué de toutes pièces, ou entre les deux ? Pour le comprendre, il s'agit d'analyser et de comparer deux phénomènes largement relayés médiatiquement : la vague de femmes qui ont soutenu publiquement la candidature de Sissi, puis son ascension au pouvoir suite au 30 juin 2013, et l'hypothèse répandue selon laquelle les Égyptiennes soutenaient, bien plus que les hommes, le *leadership* militaire. Ces deux aspects, bien que distincts, sont interdépendants et nourrissent un récit commun portant sur le genre dans l'Égypte post-30 juin 2013.
- 17 Qui sont donc les *femmes de Sissi* ? Dans quelle mesure les représentations médiatiques qui s'y rapportent reflètent-elles, ou non, leurs véritables raisons de s'aligner sur les militaires contre les Frères musulmans ? Leurs expériences sont-elles systématiquement reformulées et instrumentalisées politiquement afin de servir une pensée dominante ? Le discours incarné par les *femmes de Sissi*, publiquement représentées comme la quintessence des femmes égyptiennes, semble en effet intégré au cœur d'un discours autoritaire, servant une propagande officielle et médiatique contre les Frères musulmans, mettant ainsi en pratique une « *nouvelle interprétation hégémonique des expériences vécues par les femmes* »¹⁸.
- 18 La figure collective de ces partisans de l'armée, qui émerge dans la période précédant le 30 juin 2013, repose sur des images de femmes égyptiennes issues de toutes les classes sociales et les régions de l'Égypte. Le fait de mettre en scène des femmes, venant de tous les horizons sociaux et unies dans leur perception du danger que représentent

les Frères musulmans, devient une stratégie commune aux médias télévisés et en ligne. La diversité des expériences de ces femmes et les raisons différentes pour lesquelles elles pourraient avoir choisi de se ranger du côté des militaires sont alors intentionnellement floutées.

- 19 Dans les mois précédant le 30 juin 2013, certains visages se distinguent parmi l'ensemble des *femmes de Sissi*. Il s'agit des visages — familiers pour la plupart — de celles qui avaient le plus à perdre avec le démantèlement du modèle de féminisme d'État qui existait sous Moubarak. Tahani El Gebali, juge de la Cour Suprême Constitutionnelle, est l'une d'entre elles. Habile oratrice régulièrement invitée dans les médias, El Gebali a offert un vernis juridique et politique au discours dominant, relayant l'idée que le régime des Frères musulmans ne promettait rien de bon aux femmes. Elle est parvenue, avec d'autres figures comparables, à faire un lien entre les critiques apportées au programme des Frères musulmans et des espoirs d'autoritarisme. Le régime autoritaire qu'elle appelle de ses vœux porte en lui la promesse d'anéantir la menace islamiste, formulée alors en termes de genre, et de rétablir une juste version de la modernité à l'égyptienne, reposant sur la stricte division public/privé des rôles sexués. Invoquant l'ère nassérienne, et ses projets de libération des femmes comme outils d'une libération nationale vis-à-vis du joug islamique, des figures comme El Gebali ont insisté sur la nécessité de restaurer l'héritage étatique d'un féminisme protecteur¹⁹. Cet argument était notamment avancé dans les débats autour de la Constitution de 2012 et du fait qu'elle était un échec pour les femmes, insistant alors sur l'indispensable mobilisation de toutes les Égyptiennes contre le texte.
- 20 D'autres figures féminines, indépendantes, ont rejoint les rangs des féministes étatiques dans leur soutien à l'armée, quoique moins explicitement. Il s'agit pour la plupart de femmes de gauche ou nassériennes, selon lesquelles la *charî'a* constituait une menace majeure pour les Égyptiennes. Shahinda Maklad, militante de longue date pour les droits des paysans – et produit du féminisme d'État de l'époque nassérienne et des accès à l'éducation qu'il a offert aux femmes – est l'une d'entre elle. Elle est même devenue une des figures théâtrales au centre de la contestation des discours de genre émanant du gouvernement. Lors d'une manifestation contre le président Morsi, aux alentours du palais présidentiel en novembre 2012, Maklad est attaquée par un membre du parti frériste Liberté et Justice, qui pose significativement sa main sur sa bouche afin de la faire taire. La vidéo de l'incident circule de manière virale et constitue, dans les mois qui suivent, un support de choix pour mobiliser les Égyptiennes contre les Frères musulmans²⁰. Maklad fut par ailleurs invitée par de nombreuses chaînes de télévision, apportant sa voix à un discours d'opposition aux Frères – basé sur des considérations de genre.
- 21 Les *femmes de Sissi* ne se résument toutefois pas aux partisans officielles d'un féminisme d'État et à quelques personnalités publiques. Celles qui sont dépeintes médiatiquement en tant que *femmes de Sissi* sont aussi des femmes ordinaires, issues de classes sociales moyennes ou modestes. C'est l'intensité des louanges qu'elles adressent au nouveau leader qui les rend populaires, et certaines d'entre elles deviennent même des célébrités pour avoir vilipendé en ligne, et avec énergie, les Frères musulmans. D'innombrables vidéos circulent dans la période suivant le coup d'État de 2013, dans lesquelles des femmes célèbrent la virilité de Sissi, sa force et autres de ses atours masculins²¹. Les représentations populaires de Sissi semblent ainsi se focaliser sur son

charme viril. Cette lecture passe pourtant sous silence une dimension fondamentale de l'adhésion féminine au régime militaire : le sentiment de vulnérabilité de nombreuses femmes, lié à l'aggravation des violences sexuelles en Égypte durant les trois années qui précèdent le coup d'État. En effet, les femmes justifient leur soutien à Sissi par leur souhait de voir restauré le rôle protecteur de l'État. Comme on l'a vu, les solutions apportées jusqu'alors par l'État pour favoriser l'intégration des Égyptiennes à la vie publique se sont avérées inefficaces face au besoin d'un espace public sûr pour les femmes. Cet échec laisse les femmes aux prises avec un paradoxe : l'espace public si dangereux constitue un des rares lieux où elles entrevoient une possibilité de réaliser l'égalité entre les sexes en Égypte. Puisque l'inégalité structure l'espace privé de manière incontestée, l'intégration des femmes à la sphère publique – via le travail rémunéré et la participation politique au sens large – demeure le seul domaine où il est possible de contester l'inégalité. Ainsi, pour un grand nombre d'Égyptiennes, l'accès à l'espace public doit demeurer l'objectif prioritaire du féminisme *mainstream*, tout comme cela était le cas à l'époque nassérienne. Ce raisonnement, quoique peu mis en avant par les médias dominants à propos des *femmes de Sissi*, est exprimé par beaucoup de ces femmes, plus ou moins explicitement²².

- 22 Ces femmes, qui ont trouvé en la personne de Sissi un protecteur potentiel, peuvent légitimement et publiquement exprimer leurs points de vue grâce au discours profondément conservateur porté par ce féminisme d'État en construction. En ce sens, ce nouveau discours genré s'éloigne peu des contradictions qui travaillent historiquement le féminisme d'État en Égypte. Toutefois, les quelques personnalités publiques qui soutiennent Sissi, comme El-Gebali ou Maklad, ont sans doute des motivations bien à elles, différentes de celles des femmes « ordinaires ». Pour ces féministes, le soutien officiel de l'État—fût-il nominal—demeure leur seul recours, alors que les attaques à leur encontre ne cessent depuis le 25 janvier 2011.
- 23 Ainsi, il est clair que le soutien des femmes égyptiennes au régime militaire et à la personne de Sissi ne constitue pas un phénomène généralisé ; il n'obéit pas toujours aux mêmes logiques ni aux mêmes motivations. Au contraire, les *femmes de Sissi* recouvrent une diversité de subjectivités individuelles et des groupes d'intérêts divergents, à l'origine de discours variés et concurrents sur le genre. Enfin, la notion des *femmes de Sissi* ne représente qu'un seul type de discours parmi beaucoup d'autres discours émergents sur le genre, lesquels peuvent s'éloigner significativement du modèle historique du féminisme d'État ou de ses deux alternatives, le féminisme islamique et le féminisme révolutionnaire.

Conclusion

- 24 En Égypte, un nouveau discours en vogue – exprimé dans des formes vernaculaires de langage, dans les médias, et dans les écrits d'intellectuels et d'analystes politiques – souligne le soutien accordé à l'armée par les « femmes égyptiennes » en tant que catégorie homogène, notamment dans la guerre contre le terrorisme islamiste. La description de l'engouement des Égyptiennes pour le maréchal-devenu-président gomme la diversité des raisons pour lesquelles nombre d'entre elles ont soutenu le renversement des Frères musulmans. Ce narratif masque aussi la fabrication de l'idée d'un soutien universel des femmes au Président à des fins de calcul politique. Si le régime militaire a promu ces représentations généralisantes et encouragé leur

diffusion dans les médias, celles-ci ont aussi été relayées grâce aux efforts d'autopromotion de certaines personnalités féminines étatiques, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement, personnalités censées représenter des intérêts qui auraient été menacés par la continuation du mandat de Mohammad Morsi.

- 25 L'élaboration de cette image de femmes égyptiennes comme groupe unifié, est en partie le fruit des tentatives de certaines figures féministes d'État qui souhaitent raviver l'héritage d'un féminisme d'État sérieusement remis en cause après la révolution du 25 janvier 2011. En ce sens, *les femmes de Sissi* comme construction idéologique, pourrait être le reflet des efforts de ces féministes étatiques pour reconquérir une position qu'elles avaient perdue. Une autre raison pourrait être liée au problème grandissant des violences sexuelles auquel l'État égyptien doit faire face, un défi que les institutions étatiques n'ont jamais relevé jusqu'ici. Faire la promotion de Sissi comme grand sauveur des femmes pourrait ainsi servir à apaiser les craintes vis-à-vis d'un phénomène qui échappe à tout contrôle et qui met directement en péril la présence des femmes dans l'espace public. L'éventail des récents discours sur le genre qui présentent le soutien des femmes au nouveau régime militaire comme unanime et incontesté, pourrait aussi être motivé par la volonté d'effacer l'histoire riche des trois dernières années marquées par des mobilisations indépendantes contre les violences sexistes dans la sphère publique. Bien que ces nouvelles initiatives et dynamiques aient été affaiblies après le 30 juin 2013, elles ont néanmoins réussi à ébranler certaines représentations patriarcales très ancrées sur le rôle des femmes dans l'espace public. Les activistes, organisations et groupes indépendants impliqués dans ce renouveau militant ont en effet jeté un sérieux trouble au cœur des discours nationaux *mainstream* sur les femmes, en y introduisant le concept de « politique du corps » (*body politics*). En outre, ce nouvel activisme a entraîné des changements significatifs dans le discours gouvernemental sur les violences sexuelles, en incitant l'État à reconnaître officiellement l'ampleur du problème pour la première fois.
- 26 Comprendre le phénomène des *femmes de Sissi* dans sa globalité et dans sa complexité exige donc de tenir compte des défis auxquels les projets étatiques féministes ont fait face au cours des quatre dernières années en Égypte. Comble de l'ironie, les *femmes de Sissi*, à la fois sujets et constructions idéologiques et politiques, pourraient ainsi être les produits d'un large sursaut réactionnaire (*backlash*) hostile aux femmes, suite au renouveau des discours sur le genre depuis 2011.
- 27 Il reste à voir, cependant, si certains des discours émergents sur les femmes en Égypte parviendront à se libérer du piège identitaire, qui a longtemps entravé les mobilisations indépendantes dans la sphère politique, ainsi que l'apparition d'un discours politique sur les droits des femmes fondé sur la réalité de leurs expériences, et non pas sur leurs identités supposées, politiques ou culturelles. Mais une telle appréhension des droits des femmes peut-elle émerger, étant donné l'actuelle situation politique égyptienne ? Alors que le régime militaire en place se transforme en une véritable dictature, avec l'arrestation et l'incarcération de milliers de personnes, traiter la question des droits des femmes séparément de celle de la politique en général semble de plus en plus difficile. À mesure que certaines voix indépendantes de femmes sont réduites au silence, et que le pays s'enfonce dans une dictature militaire, le féminisme égyptien semble glisser toujours plus loin dans un débat sans fin sur l'identité. Derrière ce débat se cache un paternalisme d'État, complice direct de l'oppression des femmes, par son insistance sur son rôle de protecteur vis-à-vis d'elles. Cette posture prévient

ainsi l'émergence de nouvelles formes d'activisme, lesquels pourraient pourtant combler les clivages identitaires et reconquérir un espace pour la multitude des expériences féminines ayant émergé au cours des quatre dernières années en Égypte.

BIBLIOGRAPHIE

- Badran, Margot. 2009. *Feminism in Islam: Secular and Religious Convergences*. Oxford: Oneworld Publications.
- Baron, Beth. 2005. *Egypt As A Woman: Nationalism, Gender and Politics*. Berkeley: University of California Press.
- Bier, Laura. 2011. *Revolutionary Womanhood: Feminisms, Modernity and the State in Nasser's Egypt*. Stanford: Stanford University Press.
- El-Shakry, Omnia. 2007. *The Great Social Laboratory: Subjects of Knowledge in Colonial and Postcolonial Egypt*. Stanford, CA: Stanford University Press.
- Kholoussy, Hanan. 2010. *For Better, For Worse: The Marriage Crisis That Made Modern Egypt*. Stanford: Stanford University Press.
- Mahmoud, Sabaa. 2004. *Politics of Piety: The Islamic Revival and the Feminist Subject*. Princeton: Princeton University Press.
- Mitchell, Timothy. 1991. *Colonizing Egypt*. Berkeley: University of California Press.
- Rofel, Lisa. 1999. *Other Modernities: Gendered Yearnings in China After Socialism*. Berkeley: University of California Press.
- Khafagy, Fatma. 8-14 March 2007. "Commentary: A look at the women's machinery". *Al-Ahram Weekly*, <http://weekly.ahram.org.eg/2007/835/sc14.htm>. Consulté le 20/9/2014.

NOTES

1. Par exemple, voir « In Egypt, presidential contender Abdel Fatah al-Sissi appeals to women voters », *The Washington Post*, 25 juin 2014, https://www.washingtonpost.com/world/in-egypt-presidential-contender-abdel-fattah-al-sissi-appeals-to-women-voters/2014/05/25/eb880eb0-99cd-44d9-ac0e-98e077d2ff33_story.html et Timothy Kaldas, « Sissi, the candidate for Egyptian women? », *Tahrir Institute for Middle East Policy*, 23 mai 2015, <http://timep.org/commentary/sisi-candidate-for-egyptian-women> (consultés le 17/09/15).
2. Beaucoup de telles vidéos sont présentes sur Youtube ; par exemple <https://www.youtube.com/watch?v=yEL8kz4EiUU> (consulté le 17/09/15).
3. « Egypt's Sissi faces challenge over 'sexual terror' », *The Times of Israel*, 10 juin 2014, <http://www.timesofisrael.com/egypts-sisi-faces-challenge-over-sexual-terror/> (consulté le 17/09/15).
4. « Seven arrested for sexually assaulting student during Tahrir Celebrations », *The Guardian*, 10 juin 2014, <http://www.theguardian.com/world/2014/jun/09/seven-arrest-sexual-assault-student-tahrir-square-sisi-inauguration> (consulté le 17/09/15).

5. Voir Mada Masr, « Sisi visits Tahrir Square mob sexual assault victim in hospital », 11 juin 2014, <http://www.madamasr.com/news/sisi-visits-tahrir-square-mob-sexual-assault-victim-hospital> (consulté le 17/09/15).
6. Baron, Beth. 2005. *Egypt As A Woman: Nationalism, Gender and Politics*. Berkeley: University of California Press.
7. Bier, Laura. 2011. *Revolutionary Womanhood: Feminisms, Modernity and the State in Nasser's Egypt*. Stanford: Stanford University Press, p. 37.
8. Bier, Laura. 2011. *Revolutionary Womanhood: Feminisms, Modernity and the State in Nasser's Egypt*. Stanford: Stanford University Press. Mitchell, Timothy. 1991. *Colonizing Egypt*. Berkeley: University of California Press.
9. El-Shakry, Omnia. 2007. *The Great Social Laboratory: Subjects of Knowledge in Colonial and Postcolonial Egypt*. Stanford, CA: Stanford University Press.
10. Badran, Margot. 2009. *Feminism in Islam: Secular and Religious Convergences*. Oxford: One world Publications, Baron, Beth. 2005. *Egypt As A Woman: Nationalism, Gender and Politics*. Berkeley: University of California Press, and Kholoussy, Hanan. 2010. *For Better, For Worse: The Marriage Crisis That Made Modern Egypt*. Stanford: Stanford University Press, and Bier, Laura. 2011. *Revolutionary Womanhood: Feminisms, Modernity and the State in Nasser's Egypt*. Stanford: Stanford University Press.
11. Bier, Laura. 2011. *Revolutionary Womanhood: Feminisms, Modernity and the State in Nasser's Egypt*.
12. Kholoussy, Hanan. 2010. *For Better, For Worse: The Marriage Crisis That Made Modern Egypt*
13. A propos du féminisme d'État sous Nasser : Bier, Laura. 2011. *Revolutionary Womanhood: Feminisms, Modernity and the State in Nasser's Egypt*. Stanford: Stanford University Press.
14. Baron, Beth. 2005. *Egypt As A Woman: Nationalism, Gender and Politics*. Berkeley: University of California Press.
15. Mahmoud, Sabaa. 2004. *Politics of Piety: The Islamic Revival and the Feminist Subject*. Princeton: Princeton University Press.
16. Le texte intégral de cette déclaration est visible sur : http://www.un.org/womenwatch/daw/csw/csw57/CSW57_Agreed_Conclusions_%28CSW_report_excerpt%29.pdf
17. Pour en savoir plus sur les positionnements des Frères musulmans vis-à-vis de la déclaration onusienne contre les violences faites aux femmes, voir cette déclaration sur leur site anglophone : <http://www.ikhwanweb.com/article.php?id=30731> (consulté le 17/09/15)
18. Rofel, Lisa. 1999. *Other Modernities: Gendered Yearnings in China After Socialism*. Berkeley: University of California Press.
19. Critiques de Gebali sur la constitution de 2012: CBC, 8 janvier 2013: <http://www.cbc.ca/news/world/former-top-court-judge-challenges-egypt-s-new-constitution-1.1390698>
20. <https://www.youtube.com/watch?v=U-MsqcaH9UA> (consulté le 17/09/15)
21. Dalia Rabie, « Sisi and his women », *MadaMasr*, 25 mai 2014 <http://www.madamasr.com/content/sisi-and-his-women> (consulté le 17/09/15)
22. Cette vidéo montre des femmes expliquant pourquoi elles manifestent contre les Frères musulmans : https://www.youtube.com/watch?v=dqQr0IF-y_Y (consulté le 17/09/15)

RÉSUMÉS

Suite au renversement de l'ancien président Morsi lors d'énormes manifestations en juin-juillet 2013, un nouveau discours spécifique sur le genre a commencé à apparaître en Égypte. Centré sur le haut niveau de participation des femmes de toutes origines sociales à ces manifestations, ce nouveau discours à succès est articulé dans la langue vernaculaire, dans les médias, dans les écrits d'intellectuels et d'analystes politiques. Il met l'accent sur un soutien présumé unanime et incontesté des « femmes égyptiennes », comme catégorie uniforme, pour l'armée égyptienne dans sa guerre contre le terrorisme islamiste et pour l'État militaire, ainsi que sur leur engouement supposé universel, pour le Président Abd al-Fattâh al-Sissi. Cela indique la montée en puissance d'une nouvelle forme discursive de féminisme d'État, cherchant à effacer une histoire riche et diverse de quatre ans de mobilisations liées au genre.

Cette contribution déconstruit le mythe des « femmes d'al-Sissi » en référence à des modèles spécifiques d'imaginaires genrés de l'État-nation et des femmes égyptiennes au vingtième siècle, ainsi qu'à leurs expressions politiques—ainsi qu'aux représentations « révolutionnaires » émergentes des femmes depuis 2011. Ces images et ces récits nous permettent de décoder le mythe des « femmes d'al-Sissi » porté par les médias, et de l'analyser en tant que volonté de construire une forme discursive aussi nouvelle que troublante, du féminisme d'État. La politisation des images de femmes, dansant devant les urnes lors de la présidentielle de 2014 ou exprimant leur soutien à leur candidat favori, al-Sissi, dans des vidéos, fait partie de cette tentative discursive de masquer la multitude de revendications adressées par les femmes à l'État et, et de lectures des droits des femmes. En construisant l'image des « femmes égyptiennes » comme catégorie unique et en réduisant au silence les voix alternatives et indépendantes, ce nouveau féminisme d'État instrumentalise les femmes et leurs problématiques à des fins politiques, en cette période de vive polarisation politique et identitaire, tout en ne leur donnant que très peu en retour.

In the wake of the overthrow of former President Morsi amid massive demonstrations through June and July 2013, a specific new gender discourse began emerging in Egypt. Focusing on the high levels of participation of women from all walks of life in the demonstrations against Islamist rule in Egypt, this new popular discourse is articulated in vernacular forms of expression, in the media, or in the writings of intellectuals and political analysts. It stresses the supposedly unanimous and uncontested support of “Egyptian women” as a uniform category, to the Egyptian military in their war against Islamic terrorism and to the military State, as well as their purportedly universal infatuation with President Abd el-Fattah el-Sissi. This indicates the rise of a new discursive form of State feminism, one that seeks to erase a rich four-year history of diverse gender-based mobilization. This article deconstructs the myth of “El-Sissi’s women” in reference to particular models of gendered imaginations of the nation-State and Egyptian women in the twentieth century, as well as their political expressions – and to the emerging “revolutionary” representation of women since 2011. These images and narratives allow us to decode the media-borne myth of “El-Sissi’s women” and analyze it as an attempt to construct a new and disturbing discursive form of State feminism. The politicization of women’s images – dancing in front of ballot boxes in the 2014 presidential elections or expressing support for their favorite candidate El-Sissi in videos – is part of this emerging discursive attempt to mask the multitude of claims women address to the State and of readings of women’s rights. By constructing the image of “Egyptian women” as a unified category and silencing alternative and independent voices, this new State feminism instrumentalizes women and their issues for

political purposes in this period of sharp political and identity-based polarization, while giving them little in return.

INDEX

Keywords : Egypt, women, feminism, El-Sissi, state feminism

Mots-clés : Egypte, femmes, féminisme, féminisme d'État, El-Sissi

AUTEURS

HIND AHMED ZAKI

Hind Ahmed Zaki is a PhD Candidate in the Department of Political Science at the University of Washington. She holds an MA in Political Science from the University of Washington and a B.A in Political Science from Cairo University. She is a Comparative Law and Social Studies (CLASS) fellow at the University of Washington and a graduate student instructor who teaches courses on Middle East Politics and Governance, Gender and Public Law. In her dissertation, Hind aims to develop a clearer understanding of the phenomenon of sexual violence and its manifestations in Tunisia and Egypt, and to highlight the central turning points in the creation of what could be termed a “culture of sexual violence” at the intersection of the state and society. She analyses how sexual violence became politicized in the wake of the Arab spring last four years in both states, and how it played out in formal and informal political processes including the Truth and Dignity Committee in Tunisia, and the mass sexual assaults in Tahrir Square. In addition to her academic work, Hind served as consultant to a number of local women’s rights organizations in Egypt. She was recognized as a “Woman of Courage” by the UW Women’s Center for her advocacy of human rights and gender justice. She publishes in both English and Arabic on issues of women’s rights and gender inequality, particularly in North Africa and the Middle East. hinda@uw.edu